

AVIS PUBLIC

AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ AUX PERSONNES INTÉRESSÉES AYANT LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE DE PARTICIPATION À UN RÉFÉRENDUM, RELATIVEMENT À UN PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE PC-2775 DE LA VILLE DE POINTE-CLAIRE POUR ÉTABLIR DES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX PROJETS RÉSIDENTIELS AUTORISÉS PAR LE RÈGLEMENT DES USAGES CONDITIONNELS, EN CONFORMITÉ AUX OBJECTIFS DU PROGRAMME PARTICULIER D'URBANISME DU CENTRE-VILLE DE POINTE-CLAIRE, DE CE QUI SUIT:

1. Le **3 novembre 2020**, à la suite de l'assemblée publique de consultation écrite tenue pendant une période de 15 jours, le conseil municipal a adopté, sans modification, le second projet de règlement **PC-2775-62-PD2** intitulé :

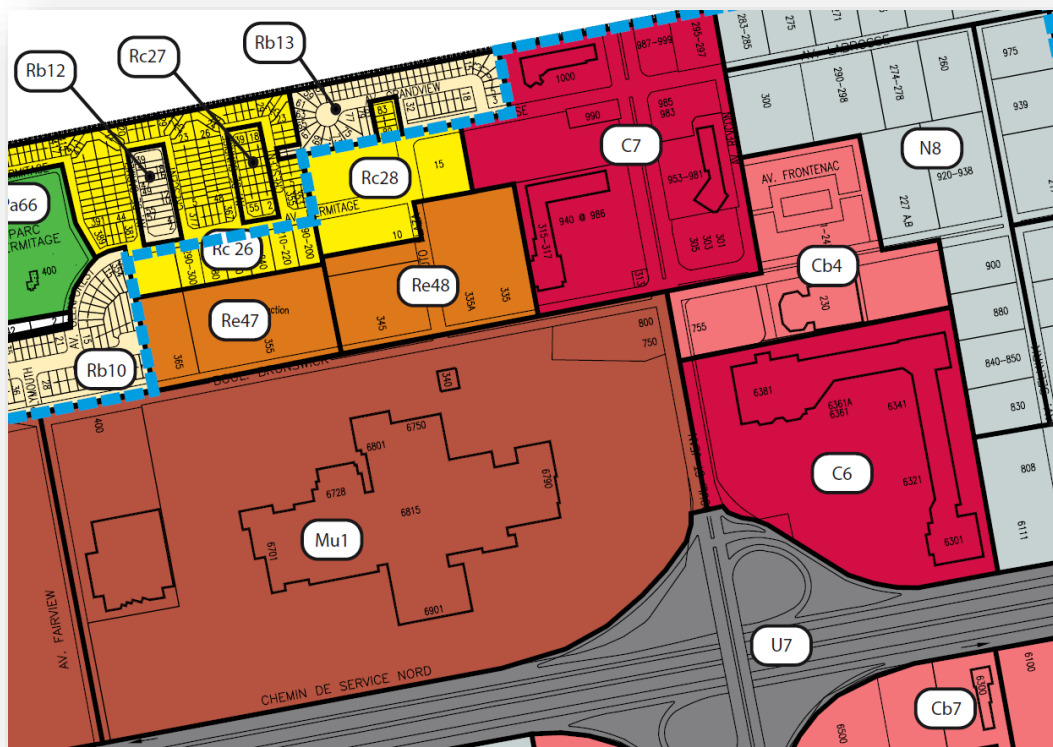
**« Règlement modifiant le règlement de zonage numéro PC-2775 de la Ville de Pointe-Claire pour établir des dispositions particulières aux projets résidentiels autorisés par le règlement des usages conditionnels, en conformité aux objectifs du programme particulier d'urbanisme du centre-ville de Pointe-Claire. »**

2. Cet amendement au Règlement PC-2775 est fait dans le but d'établir les dispositions particulières d'aménagement pour deux (2) zones commerciales de bureaux Cb4 (Place Frontenac) et Cb7 (Place de la Triade) qui s'appliqueront aux projets résidentiels pouvant être soumis au conseil municipal selon le règlement des usages conditionnels et conformément au programme particulier d'urbanisme (PPU) du Centre-Ville de Pointe-Claire.
3. Les dispositions de ce second projet de règlement sont sujettes à approbation référendaire et pouvant faire l'objet d'une demande de la part des personnes intéressées des zones concernées et de celles de toute zone contiguë à celles-ci afin qu'un règlement qui contient ces dispositions soit soumis à un processus d'approbation référendaire conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, c. E-2.2).

Le modèle du formulaire de demande est disponible au service des affaires juridiques et du greffe.

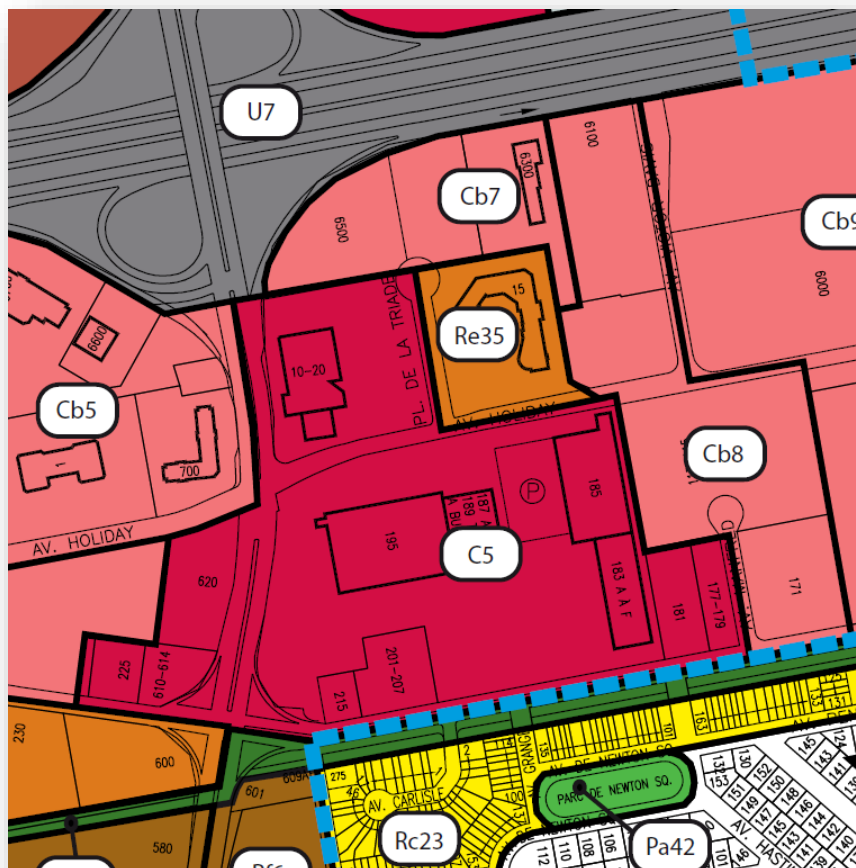
4. La localisation approximative et la description sommaire de la zone Cb4 sont ci-après indiquées :

Zones concernées / Concerned Zones	Zones contiguës / Contiguous zones	Description des zones concernées / Description of concerned zones
Cb4	C6, C7, MU1, N8	<p>Dans le secteur Centre-Ville :</p> <p>Au nord de l'autoroute Transcanadienne, à l'est du boul. Saint-Jean, au sud de l'avenue Labrosse et à l'ouest de l'avenue Selkirk</p> <hr/> <p>In the City Centre :</p> <p>North of Trans-Canada Highway, east of Saint-Jean Boulevard, south of Labrosse Avenue and west of Selkirk Avenue</p>



5. La localisation approximative et la description sommaire de la zone Cb7 sont ci-après indiquées :

Zones concernées / Concerned Zones	Zones contiguës / Contiguous zones	Description des zones concernées / Description of concerned zones
Cb7	Re35, C5, Cb8, U7	<p>Dans le secteur Centre-Ville :</p> <p>Au sud de l'autoroute Transcanadienne, à l'est du boul. Saint-Jean, au nord de Place de la Triade et à l'ouest de l'avenue Victor-Davis.</p> <hr/> <p>In the City Centre :</p> <p>South of Trans-Canada Highway, east of Saint-Jean Boulevard, north of Place de la Triade and west of Victor-Davis Avenue.</p>



6. Pour être valide, toute demande doit :

- Indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone d'où elle provient et, le cas échéant, mentionner la zone à l'égard de laquelle la demande est faite ;
- Être signée par au moins douze (12) personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas vingt-et-un (21) ;
- Être reçue à l'hôtel de ville au bureau de la soussignée, au 451, boulevard Saint-Jean, au plus tard le 26 novembre 2020, à 16h30 (cela représente une période de 15 jours de la date de publication du présent avis en vertu de l'arrêté 2020-033 du 7 mai 2020, pris dans le contexte de la déclaration d'urgence sanitaire ordonnée par le gouvernement). Les personnes transmettant une demande par la poste sont invitées à le faire le plus rapidement possible pour tenir compte des délais de livraison postale.

7. CONDITIONS POUR ETRE UNE « PERSONNE INTERESSEE »

Est une « personne intéressée » toute personne qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter, est majeure, de citoyenneté canadienne et n'est pas en curatelle et qui remplit l'une des deux conditions suivantes le 3 novembre 2020 :

- Est domiciliée dans une zone d'où peut provenir une demande, et depuis au moins 6 mois, domiciliée au Québec ;
- Est, depuis au moins 12 mois, le propriétaire d'un immeuble ou l'occupant d'un établissement d'entreprise, au sens de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1), situé dans une zone où peut provenir une demande.

CONDITIONS SUPPLEMENTAIRES POUR LES COPROPRIETAIRES INDIVIS D'UN IMMEUBLE ET POUR LES COOCCUPANTS D'UNE PLACE D'AFFAIRES :

- Avoir désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des copropriétaires ou cooccupants, la personne qui a le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrite sur la liste référendaire, le cas échéant ;
- Avoir produit cette procuration avant ou en même que la demande.

CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE PAR UNE PERSONNE MORALE :

- Toute personne morale doit désigner, parmi ses membres, administrateurs et employés, par résolution, une personne qui, le 3 novembre 2020, est majeure, de citoyenne canadienne et n'est pas en curatelle ;
- Cette résolution désignant la personne autorisée à signer la demande et à être inscrite sur la liste référendaire, le cas échéant, doit être produite avant ou en même temps que la demande.

Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme personne intéressée à plus d'un titre conformément à l'article 531 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, c. E- 2.2).

8. Le second projet de règlement ainsi que les descriptions, croquis ou indications de l'endroit approximatif des zones visées par ce second projet de règlement peuvent être consultés au bureau du service des affaires juridiques et du greffe, au 451, boulevard Saint-Jean, à Pointe-Claire, du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés, de 8h30 à midi et de 13h à 16h30 ainsi que sur le portail web de la Ville de Pointe-Claire à [www.pointe-claire.ca](http://www.pointe-claire.ca).

Donné à Pointe-Claire, ce 11 novembre 2020.

Danielle Gutierrez, OMA  
Assistante greffière / Assistant City Clerk

PUBLIC NOTICE

PUBLIC NOTICE IS HEREBY GIVEN TO INTERESTED PERSONS HAVING THE RIGHT TO SIGN AN APPLICATION TO PARTICIPATE TO A REFERENDUM, RELATING TO A DRAFT BY-LAW AMENDING ZONING BY-LAW PC-2775 OF THE CITY OF POINTE-CLAIRE TO ESTABLISH PROVISIONS FOR RESIDENTIAL PROJECTS AUTHORIZED IN ACCORDANCE WITH THE CONDITIONAL USES BY-LAW, AND CONFORM TO THE OBJECTIVES OF THE SPECIAL PLANNING PROGRAM FOR POINTE-CLAIRE CITY CENTRE, OF THE FOLLOWING:

1. On **November 3, 2020**, further to the written public consultation held for a period of 15 days, City Council adopted, without modification, a second draft by-law bearing number **PC-2775-62-PD2** entitled:

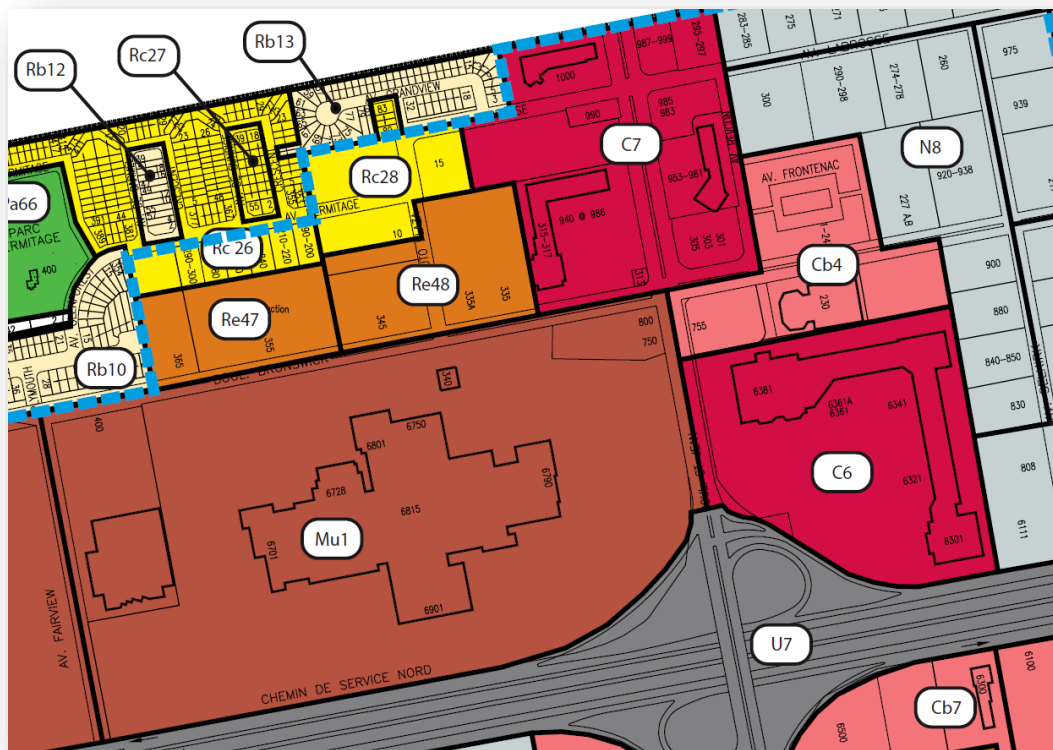
**“By-law amending Zoning By-law PC-2775 of the City of Pointe-Claire to establish particular provisions for residential projects authorized in accordance with the Conditional Uses By-law, and conform to the objectives of the Special Planning Program for Pointe-Claire City-Centre.”**

2. The purpose of this amendment to By-law PC-2775 is to establish particular provisions for two (2) commercial/office zones, Cb4 (Place Frontenac) and Cb7 (Place de la Triade) that would apply to the residential projects that may be submitted to City Council through the Conditional Uses By-law and in conformity with the Special Planning Program (SPP) for the Pointe-Claire City Centre.
3. The provisions of this second draft by-law are subject to approval by referendum process and may be the object of an application from interested persons in concerned zones and in zones contiguous to those concerned zones, so that a by-law containing said provisions be submitted to a process of approval by way of referendum in accordance with the *Act respecting elections and referendums in municipalities* (CQLR, chapter E-2.2).

A template of the application form is available at the Legal Affairs and City Clerk Department.

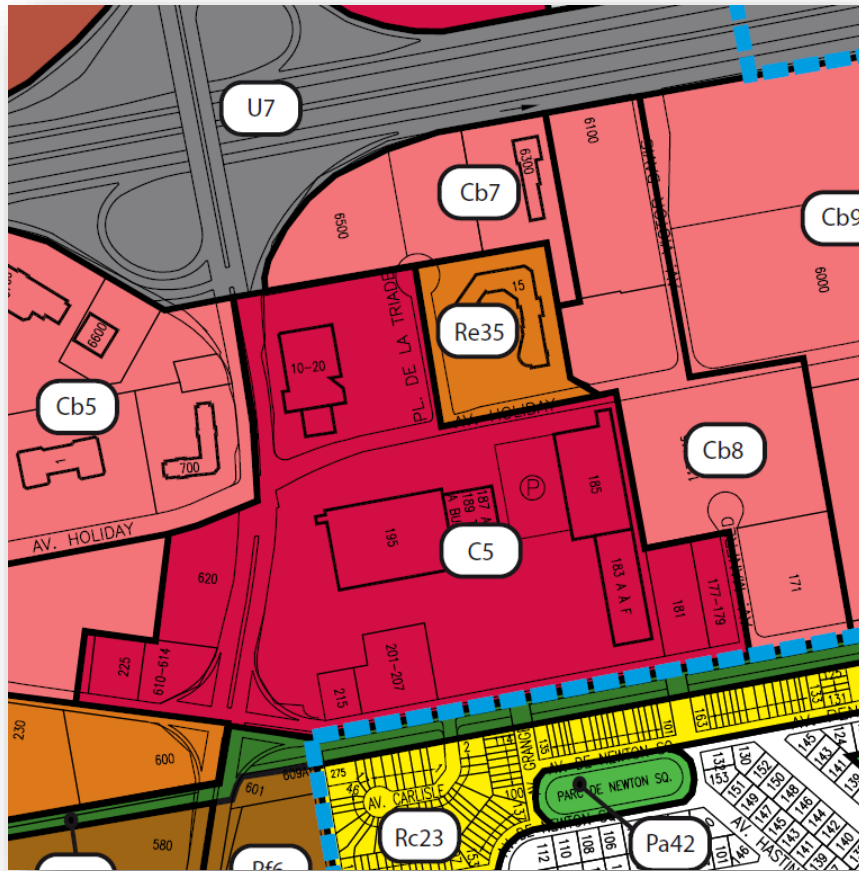
4. The approximate location and summary description of zone Cb4 are hereinafter indicated:

Zones concernées / Concerned Zones	Zones contiguës / Contiguous zones	Description des zones concernées / Description of concerned zones
Cb4	C6, C7, MU1, N8	<p>Dans le secteur Centre-Ville :</p> <p>Au nord de l'autoroute Transcanadienne, à l'est du boul. Saint-Jean, au sud de l'avenue Labrosse et à l'ouest de l'avenue Selkirk</p> <hr/> <p>In the City Centre :</p> <p>North of Trans-Canada Highway, east of Saint-Jean Boulevard, south of Labrosse Avenue and west of Selkirk Avenue</p>



5. The approximate location and summary description of zone Cb7 are hereinafter indicated:

Zones concernées / Concerned Zones	Zones contiguës / Contiguous zones	Description des zones concernées / Description of concerned zones
Cb7	Re35, C5, Cb8, U7	<p>Dans le secteur Centre-Ville :</p> <p>Au sud de l'autoroute Transcanadienne, à l'est du boul. Saint-Jean, au nord de Place de la Triade et à l'ouest de l'avenue Victor-Davis.</p> <hr/> <p>In the City Centre :</p> <p>South of Trans-Canada Highway, east of Saint-Jean Boulevard, north of Place de la Triade and west of Victor-Davis Avenue.</p>



6. To be valid, an application must:

- Clearly state the provision to which it refers and, as the case may be, identify the zone with respect to which the application is made;
- Be signed by at least twelve (12) interested persons in a zone in which there are more than twenty-one (21) interested persons, or, in other cases, by the majority of the interested persons;
- Be received at City Hall at the undersigned's office at 451, Saint-Jean Boulevard, no later than November 26, 2020, at 4:30 p.m. (This represents a period of 15 days from the date of publication of the present notice under Order 2020-033 of May 7, 2020, within the context of the declaration of a health emergency ordered by the government). Persons submitting a request by mail are encouraged to do so as quickly as possible to take into account postal delivery delays.

7. CONDITIONS TO BE AN INTERESTED PERSON:

Is an "interested person" anyone who is not disqualified from voting, who is of full age, a Canadian citizen and who is not under curatorship and who, on November 3, 2020, meets one of the two the following requirements:

- Is domiciled in the zone from which an application may originate, and has been domiciled for at least 6 months in Quebec,
- Has been, for at least 12 months, the owner of an immovable or the occupant of a business establishment, within the meaning of the *Act respecting municipal taxation* (CQLR, chapter F-2.1), situated in a zone from which an application may originate.

SUPPLEMENTARY CONDITIONS FOR UNDIVIDED CO-OWNERS OF AN IMMOVABLE OR CO-OCCUPANTS OF A BUSINESS ESTABLISHMENT:

- To designate by means of a power of attorney, signed by the majority of co-owners or co-occupants, the person who has the right to sign the application on their behalf and to have his or her name entered on the referendum list, as applicable;
- To produce the power of attorney ahead of time or at the same time as the application.

CONDITIONS TO BE MET BY A LEGAL PERSON TO EXERCISE ITS RIGHT TO SIGN AN APPLICATION:

- Any legal person must designate by resolution amongst one of its members, directors or employees, a person who on November 3, 2020, is of full age, a Canadian citizen and not under curatorship;
- The resolution designating the authorized person to sign the application and to have his or her name entered on the referendum list, as applicable, must be produced ahead of time or at the same time as the application.

Except in the case of a person designated to represent a legal person, no one may be considered a qualified voter in more than one capacity, in accordance with section 531 of the *Act respecting elections and referendums in municipalities* (CQLR, chapter E- 2.2).

8. The second draft by-law, as well as descriptions, sketches and indications of the approximate locations of the zones contemplated in the present notice are available for consultation at the Legal Affairs and City Clerk Department, at 451, Saint-Jean Boulevard, in Pointe-Claire, from 8:30 a.m. until noon and from 1:00 p.m. until 4:30 p.m., from Monday to Friday, with the exception of holidays and on the City of Pointe-Claire portal at [www.pointe-claire.ca](http://www.pointe-claire.ca).

Given at Pointe-Claire, November 11, 2020

Danielle Gutierrez, OMA  
Assistante greffière / Assistant City Clerk